Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

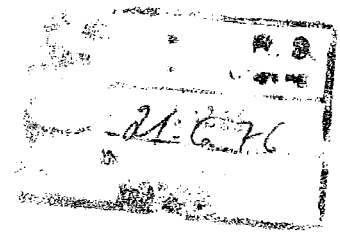
AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement, le 23 mars 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "visant à réorganiser l'Administration générale de la Coopération au développement et fixant certaines dispositions du statut concernant le personnel de cette Administration", a donné le 28 avril 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e maart 1976 door de Minister van Buitenlandse Zaken en van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot reorganisatie van het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking en tot vaststelling van sommige statuutbepaling betreffende het personeel van dit Bestuur", heeft de 28e april 1976 het volgend advies gegeven :



INTITULE.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Projet d'arrêté royal relatif à l'organisation et au statut du personnel de l'Administration générale de la coopération au développement".

PREAMBULE.

En vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, le projet doit être soumis à l'avis préalable du conseil de direction de l'Administration générale de la coopération au développement et cet avis doit être mentionné au préambule.

Le projet modifie implicitement l'article 2 de l'arrêté royal du 14 avril 1971 rattachant l'Office de la coopération au développement au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Il modifie également l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement.

Ces deux arrêtés doivent être mentionnés au préambule.

En revanche, la mention de la loi du 28 décembre 1973 devrait être omise, l'article 51 de cette loi n'intéressant pas le projet.

*

.../...

Les premier, deuxième et quatrième considérants ne constituent pas une motivation adéquate des mesures projetées.

Au troisième considérant, l'expression "droits acquis" est prise dans un sens impropre.

Dans le proposant les mots " et sur avis " doivent être remplacés par " et de l'avis ".

DISPOSITIF.

Observation générale.

Il est proposé de diviser le projet en trois chapitres :

- le chapitre Ier intitulé "De l'organisation de l'Administration générale de la coopération au développement";

- le chapitre II intitulé "Du personnel de l'Administration générale de la coopération au développement";

- le chapitre III intitulé "Dispositions finales".

Le chapitre Ier comprendrait les articles 1er, 2 et 13 du projet.

Le chapitre II serait divisé en quatre sections.
La section 1ère intitulée "Du statut" comprendrait l'article 4 du projet.
La section 2 intitulée "Création de grades" comprendrait l'article 3.
La section 3 intitulée "Du grade d'attaché et d'attaché principal" comprendrait les articles 5 et 6.
La section 4 intitulée "Dispositions transitoires" comprendrait les articles 7 à 12.

.../.

Le chapitre III comprendrait l'article 15.

Observations particulières.

Articles 1er et 2 du projet.

Ces deux articles modifient implicitement l'arrêté royal du 14 avril 1971 rattachant l'Office de la coopération au développement au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Plutôt que de procéder par voie de modification implicite de cet arrêté, il y a lieu d'en remplacer l'article 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

L'article 2 de l'arrêté royal du 14 avril 1971 rattachant l'Office de la coopération au développement au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. L'Administration générale de la coopération au développement est placée sous l'autorité directe du Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions.

Cette Administration comprend trois directions générales :

1° la direction générale de la préparation et de l'évaluation des politiques;

.../...

2° la direction générale de la préparation et de l'exécution des programmes;
3° la direction générale des services centraux.

L'Administration générale de la coopération au développement est dirigée par un administrateur général qui relève directement du Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions.

L'administrateur général dirige le personnel de l'Administration générale de la coopération au développement et l'ensemble des activités qui entrent dans la mission de celle-ci".

Article 4 du projet.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article ...-
Le personnel de l'Administration générale de la coopération au développement est soumis au statut des agents de l'Etat, sauf les dérogations prévues par le présent arrêté".

Article 6 du projet.

Interrogé sur la portée de l'article 6, § 5, deuxième alinéa, le fonctionnaire délégué a répondu que cette disposition a pour objet de conférer à l'autorité qui nomme le pouvoir de déroger directement, c'est-à-dire par des décisions à portée non réglementaire voire même individuelle, au statut du 2 octobre 1937 en ce qui concerne le recrutement des attachés.

.../.

Cette faculté, donnée sans limite ni condition à l'autorité qui nomme, ouvre la porte à la possibilité de nominations arbitraires.

La même observation vaut pour les articles 8, § 2 et 10, § 2.

Par ailleurs, l'ordre des dispositions de l'article 6 doit être établi d'une manière plus logique. L'ordre suivant est proposé :

"Article 6.-

§ 1 er. (§ 1er du projet).

Pour être nommés au grade d'attaché par voie de recrutement, les candidats doivent :

....

Les services dont question à l'alinéa 1er, 4° ... (la suite comme au § 6 du projet).

§ 2. (§ 5, alinéa 1er du projet).

Dans le cas du § 1er, un appel est fait aux candidats par insertion d'un avis au Moniteur belge. Cet avis mentionne :

...

§ 3. (§ 3 du projet).

.../...

§ 4. (§ 5, alinéa 2 du projet).

Voir observation ci-avant relative à l'article 6, § 5, alinéa 2 du projet).

§ 5. (§ 2 du projet).

Le grade d'attaché peut également être attribué par promotion par avancement de grade ...

§ 6. (§ 4 du projet)".

Article 7 du projet.

Cet article appelle une observation de principe.

Le Conseil d'Etat, dans son arrêt n° 16.342, du 2 avril 1974, en cause A.S.B.L. Association du personnel wallon et francophone des services publics, a annulé l'arrêté royal du 4 octobre 1971 fixant les cadres linguistiques de l'Administration générale de la coopération au développement en tant qu'il répartit entre l'un et l'autre cadre linguistique de cette Administration les emplois des degrés 3 à 12 de la hiérarchie.

Il s'ensuit que pour les degrés 1 et 2 de la hiérarchie, le cadre linguistique subsiste. Or, pour ces deux premiers degrés de la hiérarchie, le cadre linguistique est le suivant :

| | Cadre franç. | Cadre néerl. | Cadre bilingue | |
|---|---|---|---|---|
| | | | F | N |
| 1er degré (8 emplois) | 3 | 3 | 1 | 1 |
| 2e degré (12 emplois) | 5 | 5 | 1 | 1 |

.../...

A la suite de la modification qui sera apportée par le cadre organique dans le 1er degré de la hiérarchie, il y aura deux emplois supplémentaires et, dans le 2e degré de la hiérarchie, il y aura 10 emplois supplémentaires qui, d'après le fonctionnaire délégué, se présenteraient comme suit :

| | Cadre franç. | Cadre néerl. | Cadre bilingue | |
|---|---|---|---|---|
| | | | F | N |
| 1e degré (10 emplois) | 4 | 4 | 1 | 1 |
| 2e degré (22 emplois) | 9 | 9 | 2 | 2 |

En vertu de l'article 7, alinéa 3, du projet, les nominations doivent se faire dans les six mois de l'entrée en vigueur du nouvel arrêté royal fixant le cadre organique de l'Administration générale de la coopération au développement.

On ne peut se baser sur l'application directe de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966. Le cadre linguistique prévu par l'arrêté royal du 4 octobre 1971 ne peut être modifié implicitement par le biais d'une extension du cadre organique, ce qui aurait pour effet d'écarter l'intervention légalement obligatoire de la Commission permanente de contrôle linguistique.

Pour cette raison, le Conseil d'Etat s'abstient de proposer un texte.

Article 8 du projet.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 8.-

§ 1er. Lorsqu'il est procédé au recrutement sur base de l'article 7, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

.../...

a) pour le recrutement au grade d'administrateur général, le candidat doit :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

6° être âgé de 40 ans au moins;

7° être physiquement apte;

8° avoir au moins 15 ans d'expérience dans le domaine de la coopération internationale et le développement, dont 5 ans au moins dans une fonction de direction;

b) pour le recrutement au grade de directeur général, le candidat doit :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

6° être âgé de 40 ans au moins;

7° être physiquement apte;

.../...

8° compter douze ans d'expérience dans le domaine de la coopération au développement dont au moins trois ans dans une fonction de direction;

c) pour le recrutement au grade de directeur d'administration, le candidat doit :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir de droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat,

6° être âgé de 40 ans au moins;

7° être physiquement apte;

8° compter au moins 12 ans d'expérience dans des fonctions à responsabilité dont 3 ans au moins en rapport avec la coopération au développement;

d) pour le recrutement à un grade du rang 13, le candidat doit :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

.../...

6° être âgé de 35 ans au moins;

7° être physiquement apte;

8° avoir exercé des fonctions de responsabilité pendant au moins 9 ans, dont 2 ans au moins en rapport avec la coopération au développement;

Pour le recrutement au grade de conseiller, le ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions peut toutefois déroger au 5° en faveur des candidats qui, dans l'administration publique belge, sont titulaires d'un grade du niveau 1 ou d'un grade équivalent;

e) pour le recrutement au grade d'attaché, le candidat doit :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

6° être physiquement apte;

7° compter au moins trois ans d'expérience dans le domaine de la coopération au développement;

f) pour le recrutement au grade de journaliste, le candidat doit :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

.../...

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

6° être physiquement apte;

7° avoir au moins trois ans d'expérience dans la presse.

§ 2. (Voir observation au sujet de l'article 6, § 5, deuxième alinéa)".

Article 9 du projet

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

Lorsqu'il est procédé à une promotion par avancement de grade dans le même niveau en application de l'article 7 du présent arrêté, les personnes suivantes peuvent seules poser leur candidature :

a) pour le grade de directeur général :

1° les agents de l'Administration générale de la coopération au développement qui remplissent les conditions prévues à l'article 37, § 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat;

.../...

2° les agents de l'Etat qui remplissent les conditions prévues à l'article 37, § 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat et qui font preuve d'une expérience suffisante dans le domaine de la coopération au développement;

b) pour le grade de directeur d'administration :

1° les agents de l'Administration générale de la coopération au développement, titulaires d'un grade du rang 14 ou 13, comptant au moins trois ans d'ancienneté de grade;

2° les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 14 comptant au moins trois ans d'ancienneté dans le gra et qui font preuve d'une expérience suffisante dans le domaine de la coopération au développement;

c) pour les grades du rang 13 :

1° les agents de l'Administration générale de la coopération au développement titulaires d'un grade du rang 11 et comptant au moins neuf ans d'ancienneté de niveau ou trois ans d'ancienneté dans un grade du rang 11;

2° les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 11 et comptant au moins neuf ans d'ancienneté de niveau et qui font preuve d'une expérience suffisante dans le domaine de la coopération au développement;

Article 10 du projet.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 10.-

§ 1er. En cas de recrutement, de promotion par avancement de grade dans le même niveau ou de changement de grade effectués sur base de la présente section, un appel est fait aux candidats par la voie d'un avis au Moniteur belge.

Cet avis mentionne :

1° les emplois vacants;

2° les conditions d'admissibilité;

3° les délais et les modalités d'introduction des candidatures.

§ 2. ... (Voir observation au sujet de l'article 6, § 5, alinéa 2).

(Toutefois les candidatures pour les grades des rangs 13, 11 et 10 des personnes qui ne font pas partie de l'Administration générale de la ccopération au développement sont soumises pour avis au conseil scientifique visé à l'article 6, § 3.

L'avis du conseil scientifique doit être donné dans le mois qui suit l'expiration du délai d'inscription des candidatures)".

Article 13 du projet.

I. La rédaction de l'article 26 nouveau doit être entièrement revue, de manière à en éliminer les incorrections de langage et à définir avec plus de clarté les missions attribuées à l'Administration générale de la Coopération au développement.

.../...

En effet, les termes employés pour déterminer les missions de cette administration manquent de rigueur. Certains sont incorrects. On citera notamment :

- au 1°, "planning" et "les positions belges";
- au 2°, "mise en exécution";
- au 3°, "positivement";
- au 4°, "mise à la disposition d'experts";
- au 5°, le Conseil d'Etat n'a pas pu déterminer le sens que le projet entend donner aux mots "l'adaptation nécessaire des structures ... et mentales belges".

II. Le dernier alinéa de l'article 28 en projet amende le texte actuellement en vigueur en substituant à l'expression "à désigner un représentant qualifié aux délibérations de "l'expression" à désigner un représentant compétent pour discuter".

Interrogé sur le sens qu'il convient de donner au mot "discuter", le fonctionnaire n'a pas pu éclairer le Conseil d'Etat sur la portée de cette modification, dont il importe cependant de savoir si elle implique pour les personnes invitées à "discuter" le pouvoir de participer avec voix délibérative aux activités de la commission. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, la disposition est inutile.

Sous réserve de ces observations, le texte suivant est proposé pour l'article 13 du projet qui deviendrait l'article 2 du texte proposé :

.../...

"Article 2.-

§ 1er. L'article 26 de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 26 ... (voir l'observation supra)

§ 2. L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 28. La Commission est composée :

1° de l'administrateur général de l'Administration générale à la coopération au développement, président;

2° d'un fonctionnaire titulaire d'un grade classé au moins au rang ... (la suite comme au projet);

3° d'un représentant désigné ... (la suite comme au projet).

Le ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions peut également inviter d'autres ministres ou des institutions de droit public à désigner un représentant pour discuter (quant à l'emploi de ce mot, voir observation ci-dessus) avec les membres de la Commission des problèmes auxquels ils sont étroitement intéressés".

Article 14.

Dans le texte soumis au Conseil d'Etat, il n'y a pas d'article 14.

---

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Ontwerp van koninklijk besluit betreffende de organisatie en het personeelsstatuut van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking".

AANHEF.

Krachtens artikel 6, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel moet het ontwerp worden onderworpen aan het voorafgaand advies van de directieraad van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking; dat advies moet in de aanhef worden vermeld.

Het ontwerp wijzigt stilzwijgend artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 april 1971 houdende indeling van de Dienst voor ontwikkelingssamenwerking bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

Het wijzigt ook het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden.

Beide besluiten moeten in de aanhef worden vermeld.

.../...

De vermelding daarentegen van de wet van 28 december 1973, welker artikel 51 geen verband houdt met het ontwerp, moet vervallen.

*

De eerste, de tweede en de vierde considerans leveren geen dienstige motivering op voor de ontworpen maatregelen.

In de derde considerans is de term "verworven rechten" verkeerd gebruikt.

In de Franse tekst van het voordrachtformulier moeten de woorden "et sur avis" worden vervangen door "et de l'avis".

## ARTIKELEN.

### Algemene opmerking.

Voorgesteld wordt het ontwerp in drie hoofdstukken te verdelen :

- hoofdstuk I : "Organisatie van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking";

- hoofdstuk II : "Personeel van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking";

- hoofdstuk III : "Slotbepalingen".

.../...

Hoofdstuk I zou de artikelen 1, 2 en 13 van het ontwerp bevatten.

Hoofdstuk II zou vier afdelingen hebben.
Afdeling 1 "Statuut" zou bestaan uit artikel 4 van het ontwerp.
Afdeling 2 "Instelling van graden" zou bestaan uit artikel 3.
Afdeling 3 "Graad van attaché en van eerstaanwezend attaché" zou bestaan uit de artikelen 5 en 6.
Afdeling 4 "Overgangsbepalingen" zou de artikelen 7 tot 12 bevatten.

Hoofdstuk III zou bestaan uit artikel 14.

Bijzondere opmerkingen.

Artikelen 1 en 2 van het ontwerp.

Deze twee artikelen wijzigen impliciet het koninklijk besluit van 14 april 1971 houdende indeling van de Dienst voor ontwikkelingssamenwerking bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

In plaats van te werken met stilzwijgende wijziging vervange men artikel 2 van dat besluit.

.../...

Voorgesteld wordt :

"Artikel 1.-

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 april 1971 houdende indeling van de Dienst voor ontwikkelingssamenwerking bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2. Het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking staat rechtstreeks onder het gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort.

Dat Bestuur omvat drie algemene directies :

1° de algemene directie beleidsvoorbereiding en -evaluatie;

2° de algemene directie voorbereiding en uitvoering der programma's;

3° de algemene directie centrale diensten.

Het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking wordt geleid door een administrateur-generaal die rechtstreeks ressorteert onder de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort.

.../...

De administrateur-generaal leidt het personeel van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking en alle werkzaamheden die tot de taak van dat Bestuur behoren".

Artikel 4 van het ontwerp.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel ...-

Het personeel van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking is onderworpen aan het statuut van het Rijkspersoneel, behoudens de afwijkingen waarin dit besluit voorziet".

Artikel 6 van het ontwerp.

Gevraagd naar de betekenis van artikel 6, § 5, tweede lid, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat die bepaling tot doel heeft de benoemende overheid te machtigen om rechtstreeks, dat wil zeggen met niet-verordenende en zelfs individuele beslissingen, van het statuut van 2 oktober 1937 af te wijken voor de werving van attachés.

Deze onbeperkte en onvoorwaardelijke bevoegdheid van de benoemende overheid kan tot willekeurige benoemingen leiden.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 8, § 2, en 10, § 2.

Vervolgens moeten de bepalingen van artikel 6 in een logischer volgorde worden gesteld. Voorgesteld wordt :

"Artikel 6.-

§ 1. (§ 1 van het ontwerp).

Om bij wege van aanwerving tot attaché te worden benoemd, moeten de kandidaten :

1° voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 16, § 1, 1° tot 6°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut ...;

2° ten minste 30 jaar oud zijn;

3° lichamelijk geschikt zijn;

4° ten minste drie jaar ...;

5° ... .

De in het eerste lid, 4°, bedoelde diensten komen in aanmerking voor de graad-, de niveau- en de dienstanciënniteit.

.../...

§ 2. (§ 5, eerste lid, van het ontwerp).

In het geval van § 1 wordt een oproep tot gegadigden gericht door middel van een bericht in het Belgisch Staatsblad. Dat bericht vermeldt :

1° ...;

2° ...;

3° de termijn en de nadere regelen voor het indienen ...

§ 3. (§ 3 van het ontwerp).

§ 4. (§ 5, tweede lid, van het ontwerp).

(Zie de opmerking hiervoren gemaakt betreffende artikel 6, § 5, tweede lid, van het ontwerp).

§ 5. (§ 2 van het ontwerp).

De graad van attaché kan eveneens worden toegekend bij wijze van bevordering door verhoging in graad of bij wijze van verandering in graad volgens de organieke statuutregeling.

§ 6. (§ 4 van het ontwerp)".

.../...

Artikel 7 van het ontwerp.

Bij dit artikel is een principiële opmerking te maken.

Bij arrest nr. 16.342 van 2 april 1974 inzake de V.Z.W. "Association du personnel wallon et francophone des services publics", heeft de Raad van State het koninklijk besluit van 4 oktober 1971 tot vaststelling van de taalkaders van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking vernietigd in zover het over de beide taalkaders van dat Bestuur een verdeling inhoudt van de betrekkingen in de trappen 3 tot 12 van de hiërarchie.

Daaruit volgt dat het taalkader blijft bestaan voor de trappen 1 en 2 van de hiërarchie. Voor de eerste twee trappen van de hiërarchie is het taalkader vastgesteld als volgt :

| | Fr. kader | Ned. kader | Tweet. kader | |
|---|---|---|---|---|
| | | | F. | N. |
| 1e trap (8 betrekkingen) | 3 | 3 | 1 | 1 |
| 2e trap (12 betrekkingen) | 5 | 5 | 1 | 1 |

Na de wijziging die door de personeelsformatie zal worden aangebracht, zullen er in de 1e trap van de hiërarchie twee betrekkingen meer en in de 2e trap tien betrekkingen meer zijn, die volgens de gemachtigde ambtenaar als volgt verdeeld zullen zijn :

.../...

| | Fr. kader | Ned. kader | Tweet. kader | |
|---|---|---|---|---|
| | | | F. | N. |
| 1e trap (10 betrekkingen) | 4 | 4 | 1 | 1 |
| 2e trap (22 betrekkingen) | 9 | 9 | 2 | 2 |

Krachtens artikel 7, derde lid, van het ontwerp moeten de benoemingen plaats hebben binnen zes maanden na de inwerkingtreding van het nieuwe koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking.

Men mag niet steunen op de rechtstreekse toepassing van artikel 43 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Het in het koninklijk besluit van 4 oktober 1971 bepaalde taalkader mag niet impliciet gewijzigd worden door een uitbreiding van het organiek kader waardoor het wettelijk verplichte optreden van de Vaste Commissie voor taaltoezicht uit de weg zou worden gegaan.

Daarom stelt de Raad van State geen tekst voor.

Artikel 8 van het ontwerp.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 8.-

§ 1. Wanneer wordt aangeworven op grond van artikel 7 moeten de gegadigden aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) voor aanwerving in de graad van administrateur-generaal, moet de gegadigde :

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

6° ten minste 40 jaar oud zijn;

7° lichamelijk geschikt zijn;

8° ten minste 15 jaar ervaring hebben op het gebied van de internationale samenwerking en de ontwikkeling, waarvan ten minste 5 jaar in een leidend ambt;

b) voor aanwerving in de graad van directeur-generaal moet de gegadigde :

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

.../...

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel

6° ten minste 40 jaar oud zijn;

7° lichamelijk geschikt zijn;

8° twaalf jaar ervaring hebben op het gebied van de ontwikkelingssamenwerking, waarvan ten minste drie jaar in een leidend ambt;

c) voor aanwerving in de graad van bestuursdirecteur moet de gegadigde :

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel

6° ten minste 40 jaar oud zijn;

7° lichamelijk geschikt zijn;

8° ten minste 12 jaar ervaring hebben in verantwoordelijke functies, waarvan ten minste drie jaar in verband met de ontwikkelingssamenwerking;

.../...

d) voor aanwerving in een graad van rang 13 moet de gegadigde

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

6° ten minste 35 jaar oud zijn;

7° lichamelijk geschikt zijn;

8° gedurende ten minste negen jaar verantwoordelijke functi hebben uitgeoefend, waarvan ten minste twee jaar in verband met de ontwikkelingssamenwerking;

Voor de aanwerving in de graad van adviseur kan de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort, evenwel van het bepaalde onder 5° afwijken ten gunste van gegadigden die in een Belgische overheidsdienst een graad van niveau 1 of een gelijkwaardige graad bekleden;

e) voor aanwerving in de graad van attaché moet de gegadigde :

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

.../...

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel

6° lichamelijk geschikt zijn;

7° ten minste drie jaar ervaring hebben op het gebied van de ontwikkelingssamenwerking;

f) voor aanwerving in de graad van journalist moet de gegadigde

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel

6° lichamelijk geschikt zijn;

7° ten minste drie jaar ervaring hebben in het perswezen.

§ 2. (zie opmerking in verband met artikel 6, § 5, tweede lid)".

.../...

Artikel 9 van het ontwerp.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd

"Artikel 9.-

Wanneer wordt overgegaan tot een bevordering door verhoging in graad in hetzelfde niveau op grond van artikel 7 van dit besluit, kunnen alleen de volgende personen zich kandidaat stellen :

a) voor de graad van directeur-generaal :

1° de ambtenaren van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking die voldoen aan de voorwaarden van artikel 37, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel;

2° de Rijksambtenaren die voldoen aan de voorwaarden van artikel 37, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel en die van een voldoende ervaring op het gebied van de ontwikkelingssamenwerking doen blijken;

b) voor de graad van bestuursdirecteur :

1° de ambtenaren van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking met een graad van rang 14 of 13, die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben;

2° de Rijksambtenaren met een graad van rang 14, die ten minste drie jaar anciënniteit in de graad hebben en die van een voldoende ervaring op het gebied van de ontwikkelingssamenwerking doen blijken;

.../.

c) voor de graden van rang 13 :

1° de ambtenaren van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking met een graad van rang 11, die ten minste negen jaar niveau-anciënniteit of drie jaar anciënniteit in een graad van rang 11 hebben;

2° de Rijksambtenaren met een graad van rang 11, die ten minste negen jaar niveau-anciënniteit hebben en die van een voldoende ervaring op het gebied van de ontwikkelingssamenwerking doen blijken".

Artikel 10 van het ontwerp.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd

"Artikel 10.-

§ 1. In geval van aanwerving, van bevordering door verhoging in graad in hetzelfde niveau of van veranderin van graad, op grond van deze afdeling, wordt een oproep tot gegadigden gericht door middel van een bericht in het Belgisch Staatsblad.

Dat bericht vermeldt :

1° de vacante betrekkingen;

2° de toelatingsvoorwaarden;

3° de termijn en de nadere regelen voor het indienen van de kandidaturen.

§ 2. ... (zie opmerking in verband met artikel 6, § 5, tweede lid).

.../...

(De kandidaturen voor de graden van de rangen 13, 11 en 10 van personen die geen deel uitmaken van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking, worden echter voor advies voorgelegd aan de wetenschappelijke raad bedoeld in artikel 6, § 3.

Het advies van de wetenschappelijke raad moet worden gegeven binnen een maand na het verstrijken van de termijn voor het indienen van de kandidaturen)".

Artikel 13 van het ontwerp.

I. Het nieuwe artikel 26 moet geheel worden herschreven, in een zuiverder taal en met een duidelijker definitie van de taken die aan het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking zijn opgedragen.

De termen waarin de taken van dat bestuur worden omschreven, zijn namelijk te weinig accuraat. Sommige zijn niet zuiver, bij voorbeeld :

- onder 1°, Franse tekst "planning" en "les positions belges";
- onder 2° "tenuitvoerlegging";
- onder 3° "positief";
- onder 4°, Franse tekst "mise à la disposition d'experts".

In de tekst onder 5° heeft de Raad niet kunnen achterhalen wat moet worden verstaan onder "de noodzakelijke aanpassingen der Belgische ... mentaliteitstrukturen".

.../...

II. Het laatste lid van het ontworpen artikel 28 wijzigt de thans geldende Franse tekst; de woorden "à désigne un représentant qualifié aux délibérations de" worden vervangen door de woorden "à désigner un représentant compétent pour discuter".

Gevraagd naar de betekenis van de Franse term "discuter", heeft de ambtenaar de strekking van die wijziging aan de Raad niet duidelijk kunnen maken. Toch is het nodig te weten of hij voor de personen die daartoe aangezocht worden meebrengt dat zij in de commissie stemgerechtigd zijn. Bedoelt de Regering het niet zo, dan is de bepaling overbodig

Onder voorbehoud van deze opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld voor artikel 13 van het ontwerp, dat artikel 2 van de voorgestelde tekst zou worden :

"Artikel 2.-

§ 1. Artikel 26 van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26 ... (zie de hiervoren gemaakte opmerking).

§ 2. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 28. De Commissie is samengesteld uit :

1° de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking, voorzitter;

2° een ambtenaar met een graad van ten minste rang ... (voorts zoals in het ontwerp);

3° een vertegenwoordiger, aangewezen ... (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

De Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort, kan ook andere ministers of publiekrechtelijke instellingen verzoeken een vertegenwoordiger aan te wijzen om samen met de leden van de Commissie te beraadslagen over de vraagstukken waarbij zij nauw betrokken zijn".

Artikel 14 van de Franse tekst van het ontwerp.

In de Franse versie van de aan de Raad van State voorgelegde tekst komt geen artikel 14 voor.

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la
section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht doc de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.